

La lettre d'info

de Quimper Cornouaille Développement

DOSSIER
SPÉCIAL

MAI 2015



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE QUELLES OPPORTUNITÉS

POUR LA CORNOUAILLE ?

Dans le cadre de ses missions énergie-climat et développement économique, Quimper Cornouaille Développement (QCD) mène des actions de sensibilisation et de mobilisation en faveur de la transition énergétique.

C'est à ce titre que QCD a organisé en 2014 une journée d'échanges à laquelle près de 100 personnes ont participé. Les différentes interventions ont permis de mettre en évidence les opportunités offertes par la transition énergétique en termes de croissance verte, au niveau national et local, ainsi que de présenter des retours d'expérience de collectivités territoriales.

“ Nous avons une feuille quasi blanche à écrire pour réduire notre dépendance énergétique et assurer le développement soutenable de la Cornouaille à long terme. ”

Sébastien Miossec
Vice-président et élu référent énergie
de Quimper Cornouaille Développement
Président de la COCOPAQ
Maire de Riec-sur-Belon



A moins d'un an de la 21^e Conférence des Parties (COP) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (Paris) - étape décisive dans la négociation du futur accord international contraignant sur le climat - et dans un contexte national de transition énergétique, il est indispensable que la Cornouaille s'implique davantage sur les questions énergie-climat.

Aujourd'hui, nous produisons moins de 10% de ce que nous consommons. Nous sommes donc fortement dépendants de l'approvisionnement extérieur et de la volatilité des cours mondiaux. Afin de réduire les importations d'énergie du territoire et de contribuer activement à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) nationaux et internationaux, nous devons réduire notre consommation d'énergie puis développer les énergies renouvelables.

Avec la massification de la rénovation énergétique, le développement des énergies renouvelables, etc., il paraît évident que la transition énergétique offre des opportunités de développement intéressantes. En s'engageant dans une politique cohérente et volontariste de transition énergétique, la Cornouaille a donc tout à gagner.

Nous sommes tous acteurs de cette transition et notamment les collectivités territoriales qui ont un rôle déterminant à jouer pour assurer une politique cohérente sur l'ensemble du territoire. C'est dans cette optique que Quimper Cornouaille Développement accompagne les acteurs du territoire dans leurs projets de transition énergétique.



www.quimper-cornouaille-developpement.fr



Les limites du système énergétique actuel

Intervention de Raphaël Claustre - Directeur du CLER réseau pour la transition énergétique

“ Les scénarios du GIEC montrent qu'on a toutes les cartes en main soit pour faire d'énormes bêtises, soit pour maintenir un monde dans lequel la qualité de vie reste très bonne. ”

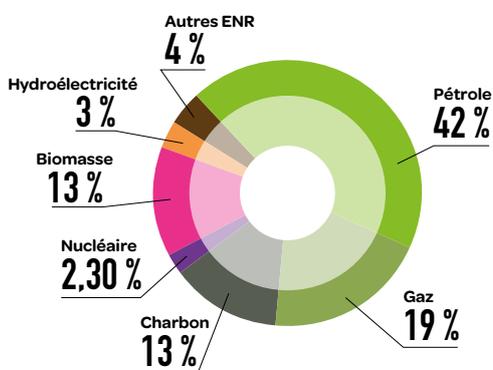
R. Claustre
Directeur du CLER

Au niveau mondial

Depuis 1973, la consommation mondiale d'énergie a plus que doublé. Cependant, depuis une dizaine d'années, celle des pays de l'OCDE se stabilise et l'augmentation est désormais soutenue par les pays émergents.

Le mix énergétique mondial qui a permis le développement des pays industrialisés est constitué pour 3/4 d'énergies fossiles, en quantités limitées et qui contribuent largement aux dérèglements climatiques.

Consommation finale d'énergie mondiale par source d'énergie en 2010



En effet, depuis 1992, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a mis en évidence la corrélation entre les activités humaines et l'augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) depuis le début de l'ère industrielle. Le GIEC souligne également que les impacts des dérèglements climatiques sont déjà observables : fonte des glaces, élévation du niveau marin, perte de qualité de l'eau potable voire pénurie, perte de rendements des cultures, augmentation du nombre d'événements extrêmes (vagues de chaleur, cyclones, inondations...), etc.

D'après les scénarios prospectifs établis par le GIEC, pour limiter les conséquences pouvant être dramatiques à long terme, il est primordial de réduire rapidement nos émissions de GES.

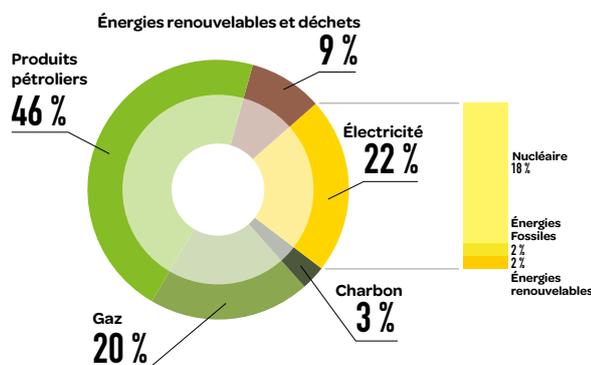
En France

L'énergie est utilisée en majorité pour la chaleur (51 %) et le transport (34 %).

Pour répondre à ces besoins, « le système France » utilise un mix énergétique composé à 90 % d'énergies fossiles et fissiles.

La France importe la quasi-totalité des matières premières énergétiques et est donc fortement dépendante de l'instabilité des cours mondiaux. En 2013, sa facture énergétique s'élève à 65,6 Md€ soit 83 % du déficit commercial (source : douanes, données CAF/FAB).

Consommation finale d'énergie en France par source d'énergie en 2010



En 2009, Nicholas Stern, économiste à la London School of Economics, estimait le coût de l'inaction à 15-20% du PIB mondial. (Auteur du rapport « Stern Review on Economics of Climate Change » en 2006 lorsqu'il était directeur du budget et des finances publiques au Trésor britannique).

Source graphiques :
Cahiers d'acteurs - Débat transition énergétique d'après l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) 2012

La précarité énergétique

Du fait de l'augmentation du coût des énergies et des dépenses contraintes, de plus en plus de ménages éprouvent des difficultés à payer leurs factures d'énergies. Selon l'INSEE, 24 % des ménages bretons sont aujourd'hui en situation de précarité énergétique soit liée au logement, soit au transport. Cette part de ménages en difficulté pourrait augmenter de manière importante en cas de hausse du prix des énergies.

(Insee Analyses, n°14, janv. 2015).

Les opportunités économiques de la transition énergétique

Intervention de Gaël Callonec – Economiste à l'ADEME

En 2012, l'ADEME s'est livrée à un exercice de prospective énergétique en proposant des « visions 2030-2050 » selon 3 scénarios : Haut - Médian - Bas. Une évaluation macroéconomique de ces scénarios a été réalisée à l'aide du modèle ThreeME* qui a permis de déterminer les gains et/ou les pertes générées par rapport à un scénario de référence tendanciel.

Cette évaluation souligne que les effets récessifs des politiques publiques de transition énergétique sont compensés par les effets expansionnistes. Au-delà de l'intérêt environnemental, la transition énergétique serait donc bénéfique pour l'économie française.

“ On a plus d'emplois au kWh produits dans les énergies renouvelables que dans les centrales thermiques ou le nucléaire. ”

G. Callonec - Economiste à l'ADEME

* L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et le centre hollandais de recherche scientifique appliquée TNO, ce modèle macroéconomique destiné à l'évaluation des conséquences des politiques énergétiques et environnementales.



Évolution d'indicateurs macro-économiques selon le scénario Haut des « visions 2030-2050 » de l'ADEME

- **Emploi** : en 2050, ce sont 691 000 emplois supplémentaires par rapport au scénario de référence dans le domaine de la rénovation thermique des bâtiments, du transport collectif, du développement des énergies renouvelables...
- **Croissance** : gain équivalent à presque deux années de croissance supplémentaire sur la période 2013-2050. Ce résultat est essentiellement imputable à l'amélioration de l'emploi et à la diminution du déficit de la balance commerciale.
- **Pouvoir d'achat des ménages** : augmentation du pouvoir d'achat des ménages avec un revenu disponible brut qui s'accroît de plus de 100 Md€ en 2050 par rapport au scénario de référence. Ceci résulte des créations d'emplois et de la baisse de la facture énergétique à moyen terme.
- **Facture énergétique** : entre 2014 et 2030, la facture énergétique des ménages augmente sous l'effet d'une hausse des prix et d'une augmentation des taxes. Puis elle diminue, malgré la hausse continue des prix de l'énergie, sous l'effet d'une baisse de la consommation énergétique.
- **Balance commerciale** : à court terme, le déficit de la balance commerciale s'élève de 0,4 % du PIB sous l'effet d'une hausse des importations des biens d'équipements (développement des filières de production d'énergies renouvelables) et d'une légère diminution des exportations, consécutive à la hausse du prix de l'énergie. Au-delà de 2020, le déficit de la balance commerciale décroît progressivement à mesure que la facture énergétique décline par rapport au scénario de référence.

Projet de loi sur la Transition Énergétique et pour la Croissance Verte [TECV]

Le projet de loi TECV doit permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et renforcer son indépendance énergétique. Après son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale en octobre 2014, le projet de loi a été adopté par le Sénat en mars 2015. En avril 2015, ce projet est encore en discussion.

Ce projet de loi est basé sur le scénario Haut proposé par l'ADEME.

POUR ALLER PLUS LOIN

- > Contribution de l'ADEME à l'élaboration de visions énergétiques 2030-2050 - ADEME/juin 2013
- > Visions énergie climat 2030-2050 - Quels modes de vie pour demain ? ADEME/juin 2014

Retours d'expériences locales



Communauté de communes du Mené

Intervention de Marc Théry
Chargé de mission énergie à la communauté de communes du Mené

La communauté de communes du Mené, territoire rural du Centre-Bretagne, regroupe 7 communes et 6 500 habitants sur 163 km².

Cette intercommunalité se donne pour objectif de devenir un territoire TEPOS (Territoire à énergie positive) 100 % renouvelable d'ici 2030. Elle s'est engagée dans une démarche visant à l'autosuffisance énergétique c'est-à-dire « consommer moins que ce que l'on est capable de produire localement de manière durable ». Aujourd'hui les projets réalisés permettent de couvrir 24 % des consommations énergétiques pour un investissement de 27,5 M€.

D'après l'expérience de la CC du Mené, 3 ingrédients sont essentiels pour mener à bien une telle démarche de territoire :

- le rôle moteur des élus
- avoir un tissu entrepreneurial et associatif volontaire et engagé
- disposer des compétences techniques indépendantes et locales.

Biovallée®



Intervention de Laure Charpentier
Chef de projet Climat Énergie à Biovallée
www.biovallee.fr

Le projet Biovallée® est né dans la vallée de la Drôme. Il regroupe 50 000 habitants sur 3 communautés de communes, soit 102 communes. Le territoire ambitionne de devenir un territoire 100% TEPOS à l'horizon 2040.

Avec 170 M€ de facture énergétique en 2011, l'énergie a été perçue comme un enjeu majeur, ce qui a permis de co-construire le scénario Biovallée® 2014-2040 : vers une maîtrise territoriale de l'énergie fédératrice et rémunératrice.

Scénario qui fait l'unanimité dans les 3 conseils communautaires et s'applique sous forme de conventions autour de 5 thèmes :

- être acteur de l'énergie sur le territoire
- ne plus subir le poids de l'énergie
- créer du développement économique et de l'emploi local
- relocaliser une partie des 170 M€ sur le territoire
- produire autant que l'on consomme.

SEM LIGER*



Intervention de Marc Lemerrier
Directeur de la SEM LIGER - www.liger.fr

La SEM LIGER a été créée afin d'apporter une solution « raisonnée » du chauffage du centre aquatique de Locminé. Une chaudière bois d'une puissance de 1,6 MW est en fonctionnement depuis 2012 et alimente un centre aquatique, une salle culturelle, un centre sportif, l'usine Cecab d'Aucy et bientôt un lycée.

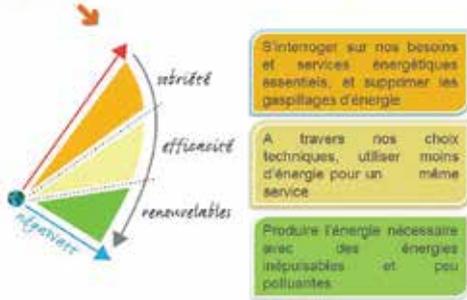
Une usine de méthanisation est en projet. Elle sera alimentée par les déchets des différents partenaires industriels (d'Aucy, Jean-Floc'h, Le Ster, Celvia), la station d'épuration et les excédents agricoles dans un rayon de 10 km. L'usine de cogénération permettra de produire du biométhane carburant « Karrgreen », de la chaleur et de l'électricité. Le digestat généré par le méthaniseur sera séparé en une phase liquide, « Douargreen », fertilisant qui sera revendu aux agriculteurs, et une phase solide, « Tangreen », compost et combustible.

* Société d'Économie Mixte Locminé Innovation et Gestion des Énergies Renouvelables

Stratégies adoptées par les territoires

Dans une logique d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, il sera indispensable d'évoluer d'un système énergétique centralisé vers des productions plus locales.

La démarche Négawatt

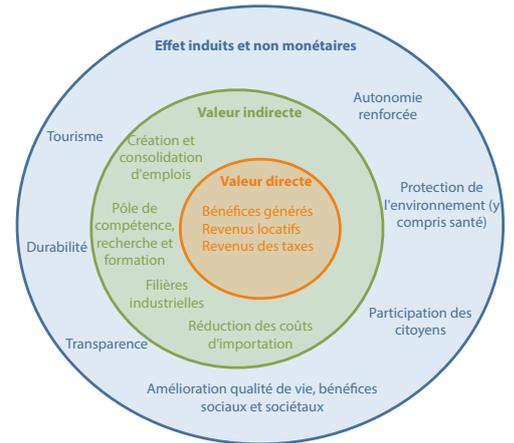


Ce nouvel équilibre permettra de replacer l'énergie au cœur des projets de territoire et de rapprocher la production d'énergie des consommateurs finaux.

Pour être efficace, une politique énergétique est en priorité basée sur la maîtrise de la demande en énergie puis sur le développement des énergies renouvelables (ENR) pour répondre aux besoins « résiduels » (démarche Négawatt).

Effets monétaires et non monétaires d'une politique énergétique locale

Source : R. Claustre
Directeur du CLER



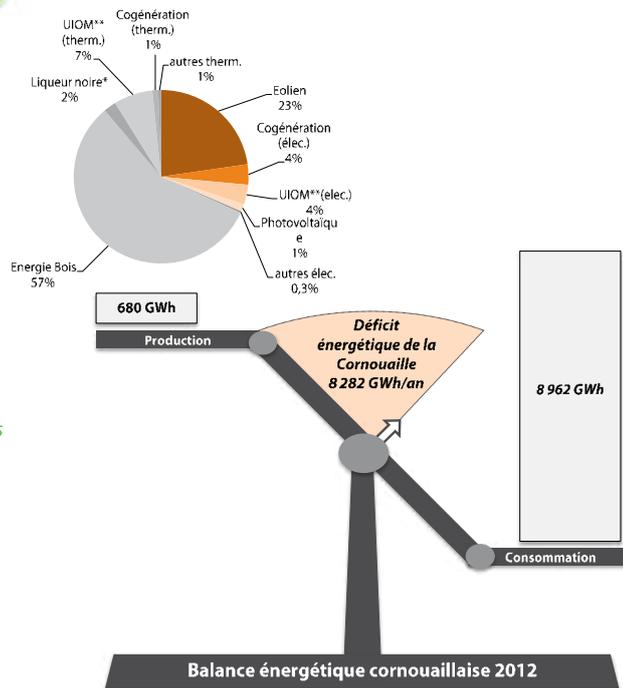
Et en Cornouaille ?

Aujourd'hui, la Cornouaille importe 92 % de l'énergie qu'elle consomme. En 2013, la facture énergétique globale de la Cornouaille est estimée par Quimper Cornouaille Développement à 810 M€.

4 secteurs sont à fort enjeu pour atteindre le facteur 4 :

- les bâtiments résidentiel et tertiaire
 - les déplacements
 - l'agriculture
 - le développement des ENR
- 78 % des consommations d'énergie et 85% des émissions de GES

En atteignant les objectifs fixés dans le projet de loi TECV, la Cornouaille réduirait de près de trois-quarts ses importations d'énergie et se prémunirait ainsi de l'augmentation inéluctable du coût des énergies fossiles et fissiles.



* Liqueur noire : sous-produit issu de la décomposition chimique du bois lors de la fabrication de pâte à papier
** Usine Incinération des Ordures Ménagères

Source : Chiffres clés de l'énergie en Cornouaille 2012

Conclusion

Comme le rappelle Raphaël Claustre (Directeur du CLER réseau pour la transition énergétique) « la transition est nécessaire au niveau mondial, souhaitable au niveau national, et peut apporter beaucoup au niveau humain et économique à l'échelle locale. Le modèle national de production d'énergies centralisé tel que nous le connaissons aujourd'hui est en mutation. »

Quimper Cornouaille Développement travaille actuellement sur ces différentes thématiques et notamment le développement des énergies renouvelables (Energies Marines Renouvelables et biomasse) ainsi que la mise en place d'une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat ayant pour objectif

de massifier le nombre des rénovations performantes sur le territoire. « Avec son agence de développement, la Cornouaille bénéficie d'un outil rare pour créer de l'intelligence collective et activer la transition énergétique. » (Raphaël Claustre - Directeur du CLER réseau pour la transition énergétique).

Au vu des enjeux et des opportunités pour le territoire, la Cornouaille a tout à gagner en adoptant une politique cohérente et volontariste de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables. Pour cela, il est indispensable que l'ensemble des acteurs socioéconomiques du territoire travaille en partenariat.

« La transition énergétique est au cœur des pistes de développement économique, c'est une opportunité d'emploi et de progrès pour le territoire de Cornouaille. »

Ludovic Jolivet,
Président de Quimper Cornouaille Développement.

POUR ALLER PLUS LOIN

- > www.territoires-energie-positive.fr
- > www.leclimatchange.fr
- > Chiffres clés de l'énergie en Cornouaille 2012 (QCD) sur www.quimper-cornouaille-developpement.fr
- > [Energie->Energie-climat](#)

www.quimper-cornouaille-developpement.fr

ISSN : 2119-2928 - Dépôt légal : mai 2015 - Directeur de publication : Ludovic Jolivet
Rédaction : Pôle énergie de Quimper Cornouaille Développement
Secrétariat de rédaction : Maryse Brégeon
Illustrations : Quimper Cornouaille Développement sauf mention contraire sur l'illustration
Imprimé à 500 exemplaires par Cloître imprimeurs - Saint-Thonan (29)



Quimper
Cornouaille
Développement